



DECLARATION DU 18.11.2014

Mensonges et trahisons, ce n'est pas le titre d'un film à la mode, c'est la triste réalité à laquelle le Ministère de l'Intérieur confronte les IPCSR et DPCSR !

Alors que l'Administration nous propose de discuter aujourd'hui de la circulaire régissant la journée de travail des IPCSR, nous apprenons que le projet de loi Macron prévoit de privatiser les permis lourds.

Et pourtant, le Ministère de l'Intérieur affirmait il y a peu de temps encore, qu'il fallait réexaminer l'avenir de ces épreuves à la lumière du bilan sur les premières mesures de la réforme.

Ou comment tenter d'endormir les Organisations Syndicales des IPCSR et DPCSR avec de vagues promesses. Si certains se laissent bercer par ce type de pseudo-engagements, le SNICA-FO dénonce depuis des mois les intentions malsaines de l'Administration. Ce que nous constatons aujourd'hui, c'est le fruit d'un pacte honteux, passé entre le Ministère de l'Intérieur et les Organisations Patronales d'Auto-Ecoles, qui ne voient que par la privatisation et la ruine du service public de l'Education Routière. La privatisation, dans quelque domaine que ce soit, est un fléau que nous combattons !

Dans un tel contexte, la réunion d'aujourd'hui est une nouvelle mascarade !

Le nouvel acte de décentralisation, orchestré à la hâte par le MI sous la forme d'une expérimentation du pilotage territorial de l'organisation du permis de conduire, viendrait porter le coup de grâce à la gestion nationale du peu de missions dont le privé ne se serait pas encore emparé !

Le SNICA-FO dénonce avec la plus grande fermeté ces orientations qui visent, ni plus ni moins, à ruiner l'égalité de traitement des agents et des usagers, les statuts particuliers, en un mot, l'ensemble des acquis et des valeurs que nous défendons.

Demain, une réunion sur les missions est prévue par vos services, le SNICA-FO y participera et exige que l'Administration fasse toute la lumière sur ses intentions pour l'avenir des missions statutaires des IPCSR et DPCSR.